

*Affaires courantes*

organisation doit justement satisfaire. Il y avait une leçon à tirer de la déclaration de Harare.

• (1520)

Il est temps que le Commonwealth commence à cerner un certain nombre de domaines clés d'aide à la mise en place de gouvernements démocratiques et à la promotion des droits de la personne.

En fait, j'ai été consterné d'apprendre, pas plus tard que la semaine dernière, dans un rapport d'Amnistie internationale, qu'il est fréquent que des gouvernements se rendent coupables de la torture, du viol et de l'emprisonnement de femmes et cela, dans plusieurs pays du Commonwealth notamment.

En tant que membre du Commonwealth, le Canada a fait moins que rien pour attirer l'attention sur cette question très précise et très grave. On l'a peut-être vu très clairement au cours des événements survenus au Kenya au cours des trois ou quatre dernières semaines. Le chef de l'opposition, une des femmes remarquables des organisations membres du Commonwealth, y a été battue, torturée, emprisonnée et finalement libérée par suite de protestations.

Cela montre clairement que la déclaration de Harare était loin de devenir une réalité. Comme le secrétaire l'a soutenu, il me semble que la responsabilité du Canada consiste souvent à faire valoir l'égalité des femmes comme étant une priorité à discuter parmi les membres du Commonwealth, ce qui permettrait de voir comment nous pourrions commencer à réagir face à ce problème très grave.

D'après moi, Amnistie internationale n'a pas l'habitude de faire des évaluations ou des analyses exagérées. Dans le domaine des droits de la personne, nous pourrions apporter des améliorations précises. Cela peut avoir moins d'éclat que n'en avait la lutte contre l'apartheid, fléau qui, à un moment donné, a retenu l'attention du monde entier et qui est aujourd'hui en mutation, je crois.

Bien sûr, comme nous entamons une période où de plus en plus de gens de la base s'efforcent de bâtir des pays en les fondant sur le respect des droits de la personne et d'établir des institutions démocratiques, ils ont un besoin criant de notre soutien. Si l'on veut exprimer cela en des termes plus indécis, nous serions mus par un égoïsme éclairé.

Plus le nombre de démocraties augmentera, plus la vie dans le monde sera simple. Il y aura moins de risque

d'invasion, de transgression, de conquête et de recours brutal aux armes. L'investissement est prometteur.

Encore une fois—je sais qu'il me reste bien peu de temps pour répondre à la déclaration du ministre—, il me semble que, pour toutes les raisons citées dans la déclaration initiale sur la valeur du Commonwealth, son histoire, son expérience et sa capacité de rapprocher des pays présentant des cultures différentes et comportant des régions diversifiées, il est temps de lui donner un nouvel ensemble d'activités, un nouvel ensemble de missions.

Le temps n'est pas aux grandes déclarations de chefs d'État à des séances de photo une fois par année; il s'agit plutôt d'utiliser le Commonwealth pour mettre en évidence des initiatives bien précises comme celles que je viens de mentionner. Il pourrait y en avoir bien d'autres.

Je dis aux ministériels que la meilleure façon pour le Canada d'aider nos partenaires du Commonwealth est de jouer un rôle beaucoup plus actif sur la scène internationale pour inciter le Groupe des 7, l'OCDE ou le Fonds monétaire international à s'attaquer au problème d'endettement du tiers monde, qui frappe si durement beaucoup de pays membres du Commonwealth.

Je me permets de rappeler que les victimes des mesures d'austérité imposées par les institutions financières internationales sont encore les femmes, les enfants et les écoles; une fois de plus, nous ne jouons pas un rôle de premier plan et nous ne donnons pas l'exemple au Fonds monétaire international ni au Groupe des 7 en demandant qu'on agisse.

La façon la plus importante de célébrer le Jour du Commonwealth est de donner à cette organisation un rôle vraiment utile. Les pays membres du Commonwealth comptent sur nous pour prendre l'initiative en question.

**M. Svend J. Robinson (Burnaby—Kingsway):** Monsieur le Président, j'ai le plaisir moi aussi de prendre la parole aujourd'hui à l'occasion du Jour du Commonwealth afin de souligner les défis que le Commonwealth et nous, en tant que peuple, devons relever en cette période très importante de l'histoire.

Aujourd'hui, le Canada se joint à quelque 49 autres pays membres du Commonwealth pour célébrer le Jour du Commonwealth. Bon nombre d'entre nous étaient très contents de voir, en 1990, la Namibie, pays libre, devenir le 50<sup>e</sup> État membre du Commonwealth.